

S'implanter au Chili



Collection:	S'implanter
Editeur:	Ubifrance
Date de parution:	mars 2009
ISBN:	2279452235

[S'implanter au Chili.pdf](#)

[S'implanter au Chili.epub](#)

Le Chili fait figure de modèle en matière de politique économique libérale, tempérée par des filets de sécurité sociaux et une gestion budgétaire orthodoxe. Malgré un contexte mondial difficile, le pays a pu éviter pour le moment la récession et conserve, grâce à sa bonne gouvernance et aux ressources accumulées par le cuivre, le meilleur risque pays d'Amérique du Sud. Des accords commerciaux signés avec quasiment toutes les régions du monde (Amérique du Nord et du Sud, Union européenne, Asie, Chine) lui confèrent une large ouverture. L'accord de protection des investissements et d'encouragement signé entre la France et le Chili tout comme l'entrée en vigueur de la convention de non double imposition entre Paris et Santiago garantissent aux entreprises françaises les principes de liberté économique et de non discrimination entre investisseurs étrangers et nationaux. Le nombre de filiales françaises implantées au Chili, multiplié par 3 depuis le début des années 1990, témoigne de la grande confiance dans l'avenir du modèle économique chilien. Bien qu'éloigné et de taille relativement modeste, le marché chilien offre donc un large potentiel aux PME qui y installeraient une filiale. Certaines, profitant du statut fiscal de plate-forme régionale, choisissent de l'utiliser comme résidence pour leurs affaires en Amérique du Sud. Outre ces avantages de sécurité économique et juridique indéniables, le Chili, de l'avis des étrangers qui y ont élu domicile, est un pays où il fait bon vivre en famille. Ses villes qui restent de taille humaine, ont su respecter la nature et conserver un environnement agréable, à proximité de la mer et de la montagne. Extrait du livre : A. Pourquoi investir ? Des conditions favorables 1. Au pouvoir depuis le 15 janvier 2006 après une victoire confortable lors des élections présidentielles, Michelle Bachelet a confirmé la tendance libérale de son gouvernement, M. Andres Velasco restant ministre des Finances malgré les critiques dont il a fait l'objet pour sa gestion budgétaire orthodoxe. De fait, le Ministre, en accord avec la Présidente, a entériné l'orientation de la politique économique suivie par ses prédécesseurs. Depuis la récession de 1999, l'économie chilienne n'a pas retrouvé les taux de croissance spectaculaires du début des années 90 et une reprise significative semble aujourd'hui clairement liée à la conjoncture mondiale. La conduite d'une politique économique rigoureuse permet toutefois au Chili de se maintenir dans la catégorie des pays à faible risque (au même rang que l'Allemagne) et d'entreprendre des

réformes sociales qui, bien que timides, répondent à une aspiration croissante des Chiliens. a.À la recherche d'un second souffle depuis une dizaine d'années Ces 30 années d'une politique libérale continue ont façonné l'économie chilienne caractérisée par sa grande ouverture sur l'extérieur (les exportations représentent, suivant les années, entre 25 et 30 % du PIB) et une spécialisation de la production nationale dans des secteurs où le Chili dispose d'avantages comparatifs ou absolus (cuivre, bois-papier, saumon et produits de la mer, fruits et légumes, vins) au détriment du maintien d'un tissu industriel dense.

Cependant, cette politique n'a pas empêché des crises conjoncturelles. En 1982-1983, un effondrement du système bancaire a entraîné une forte récession (-13,4 % en 1982). Plus récemment, les effets de la crise asiatique ont conduit à une baisse du PIB de 1,1 % en 1999 et la reprise amorcée en 2000 s'est à nouveau essoufflée en 2001 en raison d'un ralentissement de l'économie mondiale.